



Associés  
Experts-comptables  
Commissaires aux comptes

Bernard BONNAUD  
Julien VERNAET

# **ACCES LOGEMENT INSERTION**

Siège social : 67 rue Emma Calvé 12300 DECAZEVILLE

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2018



## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

### **Exercice clos le 31 décembre 2018**

A l'assemblée générale de l'association ACCES LOGEMENT INSERTION

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ACCES LOGEMENT INSERTION relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

#### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

##### ***Principes comptables suivis***

Rappelés dans l'annexe, nous avons pu apprécier leur caractère approprié ainsi que leur correcte application.

##### ***Estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes***

L'exercice sous examen n'a pas donné lieu à des estimations comptables significatives.



### *Présentation d'ensemble des comptes*

Les informations figurant dans les états annuels contribuent de manière satisfaisante à la présentation d'une image fidèle de la société au 31 décembre 2018.

### *Procédures de contrôle interne concourant à l'élaboration des comptes*

Au cours de notre intervention, nous nous sommes notamment assurés que les procédures de contrôle interne mises en place par la direction de votre société, réduisaient le risque d'anomalie significatives pouvant affecter les comptes annuels, résultant d'erreurs ou de fraudes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérification des documents adressés aux membres de l'association**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Villefranche de Rouergue, le 6 mars 2019

Le commissaire aux comptes

Julien VERNAET

2B.COM



## BILAN ACTIF

ACTIF	Exercice N			N-1
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Actif immobilisé :				
Immobilisations incorporelles				
- Fonds commercial				
- Autres				
Immobilisations corporelles	72 448	61 826	10 622	16 224
Immobilisations financières	2 365		2 365	2 262
<b>TOTAL I</b>	<b>74 813</b>	<b>61 826</b>	<b>12 987</b>	<b>18 486</b>
Actif circulant :				
Stocks et en-cours (autres que marchandises)				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances :				
Clients et comptes rattachés	775	823	(48)	
Autres	19 712		19 712	31 589
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités (autres que caisse)	305 096		305 096	274 060
Caisse	2 577		2 577	3 773
<b>TOTAL II</b>	<b>328 159</b>	<b>823</b>	<b>327 337</b>	<b>309 422</b>
Charges constatées d'avance (III)				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>	<b>402 972</b>	<b>62 648</b>	<b>340 324</b>	<b>327 908</b>



## BILAN PASSIF

PASSIF	Exercice N net	Exercice N-1 net
Capitaux propres		
Capital	62 550	62 550
Ecart de réévaluation		
Réserves :		
- Réserve légale		
- Réserves réglementées		
- Autres		
Report à nouveau	162 733	104 994
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	18 307	57 739
Provisions réglementées		
<b>TOTAL I</b>	<b>243 590</b>	<b>225 283</b>
Provisions pour risques et charges (II)		
Dettes		
Emprunts et dettes assimilées	1 200	900
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Fournisseurs et comptes rattachés	23 558	22 966
Autres	54 305	64 060
<b>TOTAL III</b>	<b>79 064</b>	<b>87 926</b>
Produits constatés d'avance (IV)	17 670	14 699
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)</b>	<b>340 324</b>	<b>327 908</b>



## COMPTE DE RESULTAT

<b>CHARGES (Hors taxes)</b>	<b>Exercice N Net</b>	<b>Exercice N-1 Net</b>
CHARGES D'EXPLOITATION :		
Achats de marchandises		
Variation de stock (marchandises)		
Achats d'approvisionnement	50 589	40 300
Variation de stock (approvisionnement)		
Autres charges externes	164 778	153 209
Impôts, taxes et versements assimilés	3 341	3 261
Rémunération du personnel	207 358	168 075
Charges sociales	81 545	68 739
Dotations aux amortissements	5 952	4 367
Dotations aux provisions		
Autres charges	372	48
Charges financières		
<b>TOTAL (I)</b>	<b>513 935</b>	<b>437 999</b>
CHARGES EXCEPTIONNELLES (II)		
IMPOTS SUR LES BENEFICES (III)		
<b>TOTAL DES CHARGES (I+II+III)</b>	<b>513 935</b>	<b>437 999</b>
BENEFICE OU PERTE	18 307	57 739
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>532 242</b>	<b>495 738</b>



## COMPTE DE RESULTAT (suite)

PRODUITS (Hors taxes)	Exercice N net	Exercice N-1 net
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens et services)	83 395	85 689
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	394 772	396 258
Autres produits	52 885	12 665
Produits financiers	1 189	1 127
<b>TOTAL (I)</b>	<b>532 242</b>	<b>495 738</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS (II)		
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+II)</b>	<b>532 242</b>	<b>495 738</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>532 242</b>	<b>495 738</b>





## NOTE ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

### Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis en euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018. L'exercice précédent couvrait la période de janvier 2017 à décembre 2017.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, par applications des règlements ANC 2016-07 et CRC n°99-01.

### Engagements hors bilan

#### Engagement de retraite :

Les Indemnités de Fin de Carrière, qui ne font pas l'objet d'une provision dans les comptes annuels, à la date de clôture du présent exercice sont estimés à 24.123 euros.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour le calcul sont résumées ainsi :

- Méthode d'évaluation : méthodes des unités de crédits projetées
- Taux d'actualisation : 1.57%
- Taux d'évolution des salaires : 1%
- Taux de charges sociales :
  - o 40% pour les non cadres
  - o 50% pour les cadres
- Départ volontaire à la retraite à l'âge légal (60-62 ans)
- Convention collective : hospitalisation privées non lucratif
- Turn-over : faible





Associés  
Experts-comptables  
Commissaires aux comptes

Bernard BONNAUD  
Julien VERNAET

## **ACCES LOGEMENT INSERTION**

### **Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées**

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des  
comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018



15 bis avenue des Croates - 12 200 Villefranche de Rouergue ■ 05 65 45 56 81 ■ [www.groupe2b.com](http://www.groupe2b.com)

SARL au capital de 4 000 € ■ RCS Rodez 489 355 040 ■ N° de TVA Intracommunautaire : FR08 489 355 040 ■ Code APE : 6920Z

■ Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-comptables de Montpellier

■ Inscrite à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes près de la Cour d'Appel de Montpellier



## Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Aux Membres de l'Association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé :

#### **1- Avec la Communauté de Communes Bassin Decazeville-Aubin**

##### *A- Centre d'hébergement*

- Nature: subvention de fonctionnement du centre d'hébergement
- Modalités: votre Association a reçu la somme de 18.000 euros au titre de la subvention de fonctionnement 2018.

##### *B- Aire d'accueil des gens du voyage*

- Nature: subvention de fonctionnement de l'aire d'accueil des gens du voyage
- Modalités: votre Association a reçu la somme de 42.000 euros au titre de la subvention de fonctionnement 2018.

## 2- Avec la Préfecture de Rodez, représentant le Ministère des affaires sociales et de la santé

### *A- Centre d'hébergement*

- Nature: subvention de fonctionnement du centre d'hébergement
- Modalités: votre Association a reçu la somme de 102.619,63 euros au titre de la subvention de fonctionnement 2018.

### *B- Aire d'accueil des gens du voyage*

- Nature: subvention de fonctionnement de l'aire d'accueil des gens du voyage
- Modalités: votre Association a reçu la somme de 6.500 euros au titre de la subvention de fonctionnement 2018.

### *C- Centre d'accueil et d'orientation*

- Nature: subvention de fonctionnement du centre d'accueil et d'orientation
- Modalités: votre Association a reçu la somme de 190.200 euros au titre de la subvention de fonctionnement 2018.

*Fait à Villefranche-de-Rouergue, le 6 mars 2019*

Le Commissaire aux Comptes

Julien VERNAET

Pour 2B.COM

